

## INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE

### Séance 4

#### Le circuit

#### DOCUMENT JOINT

Poulon F. (2015), *Economie générale*, Dunod, 8<sup>ème</sup> édition, extraits.

#### QUESTIONS

A l'aide des documents joints ainsi que de vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Définissez le circuit économique. Pourquoi le tableau économique de F. Quesnay est-il considéré comme relevant d'une analyse en termes de circuit ?
2. Présentez les trois classes sociales qui constituent l'économie dans l'analyse de Quesnay en justifiant leur appellation. Quelle est la source de création de valeur pour les Physiocrates ? Critiquez cette analyse. Montrez que Quesnay avait déjà l'intuition du produit intérieur net. Quelle différence y a-t-il avec le PIB ?
3. Présentez brièvement le principe du circuit keynésien et expliquez pourquoi on dit qu'il est hiérarchisé.

#### EXERCICE

Soit une économie simplifiée reposant sur 3 agents : les ménages (M), les banques (B) et les entreprises (E), ainsi que sur six flux : la consommation finale des ménages (C), l'épargne des ménages (S), les salaires reçus par les ménages de la part des entreprises (Y), le crédit bancaire (F) et l'investissement net des entreprises (I)<sup>1</sup>.

1. Tracez le circuit de cette économie.
2. On donne :  
 $C = 460 ; I = 300 ; F = 300$

---

<sup>1</sup> On néglige ici les consommations intermédiaires.

Dressez les comptes de chaque agent afin de retrouver les valeurs manquantes, en vérifiant l'équilibre de chaque compte. Montrez que la condition d'équilibre du circuit est réalisée. Déterminez le montant des richesses créées dans cette économie.

Cette économie se dote à présent d'un Etat, noté (A).

3. Expliquez brièvement comment Keynes justifie l'intervention de l'Etat.

4. Le compte de l'Etat (A) comporte les flux suivants :

Les traitements et salaires des agents de l'Etat ( $Z$ ), avec  $Z = 100$  ;

Les impôts versés par les ménages ( $T_m$ ), avec  $T_m = 170$  ;

Les impôts versés par les entreprises ( $T_e$ ) avec  $T_e = 100$  ;

Les transferts sociaux à destination des ménages ( $Tr$ ) avec  $Tr = 170$

L'Etat réalise également des investissements publics ( $I_g$ ) en faisant appel aux entreprises pour un montant de 100 et des achats de biens ( $G$ ) pour un montant de 150.

Le déficit budgétaire est financé par un emprunt ( $F_g$ ) auprès des banques.

Dressez les comptes des agents en intégrant ces nouvelles données. A partir de l'équilibre emplois-ressources, compte par compte, vous déterminerez le nouveau montant de l'épargne des ménages et les nouveaux besoins de financements bancaires de cette économie, de la part des entreprises et de la part de l'Etat.

Tracez le circuit en prenant compte de la présence de l'Etat.

5. Expliquez pourquoi l'intervention de l'Etat n'est pas neutre dans cette économie.

Calculez le montant des richesses créées dans cette économie suite à l'intervention de l'Etat.

Que devient l'égalité  $I = S$  ?

## La conception systémique de F. Quesnay

La foi en l'existence d'un « ordre naturel » des choses, accessible à la raison humaine quoique d'essence divine, caractérise finalement cette philosophie, mi-déiste, mi-matérialiste, de Quesnay et de ses disciples, les « physiocrates », que l'on appelait aussi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les « Économistes », parce que c'était à la science sociale que leur doctrine était surtout appliquée. Comme, selon cette doctrine, l'économie n'est que le reflet social de l'ordre naturel, il est recommandé aux gouvernants, au nom du « laissez-faire, laissez-passer », de laisser les choses se faire selon cet ordre parfait, et de ne pas intervenir. La richesse est donnée tout entière par la nature, c'est-à-dire par la terre, seule source de valeur, et il est inutile, voire nuisible, d'intervenir pour modifier le flux de cette richesse, contrairement à ce que pensaient, dans les deux siècles précédents, les économistes que l'on appelait les mercantilistes.

Ainsi, pour Quesnay comme pour les penseurs naturalistes, la société et l'économie fonctionnent, tel un organisme vivant, selon des règles naturelles. Mais Quesnay, en homme de science, veut donner une représentation précise de cette idée philosophique. C'est dans l'image du circuit économique qu'il trouvera la possibilité d'une telle représentation.

La représentation de l'économie sous forme de circuit a pu, dit-on, être suggérée à Quesnay, qui était médecin, par l'analogie avec la circulation du sang découverte par W. Harvey plus d'un siècle auparavant. En réalité, par le choix de cette représentation, Quesnay se situe surtout dans une tradition de pensée économique et sociale formée également au XVII<sup>e</sup> siècle.

Il y a, dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XVIII<sup>e</sup>, une lignée d'auteurs comprenant l'Anglais Petty, les Français Boisguilbert et Cantillon, que J. Wolff appelle respectivement le « créateur », le « continuateur » et le « finisseur » du circuit économique. Schumpeter, quant à lui, juge (p. 218) que la ligne de force qui relie Petty, Cantillon et Quesnay est l'une des plus importantes de toute l'histoire de l'analyse économique. Cette ligne, qui se poursuivra dans les siècles suivants à travers Marx puis Keynes, brille d'un grand éclat au XVIII<sup>e</sup> siècle avec Quesnay et les physiocrates.

L'influence des physiocrates en France fut considérable pendant toute la seconde moitié de ce siècle. Elle était forte encore sous la révolution : les grandes lois libérales de l'assemblée constituante (1789-1791) ont été inspirées directement par la doctrine des physiocrates au point que l'historien Blanqui, au siècle suivant, pourra écrire qu'« à quelques maximes près, la révolution française n'a été que leur théorie en action ». Il reste que, passée la révolution et tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les physiocrates sont tombés dans un quasi-oubli sauf auprès de Marx. Les économistes libéraux, c'est-à-dire la grande majorité des économistes, les ont à peu près ignorés. Leur hypothèse de la valeur foncière y a une large part.

Pour les physiocrates, avons-nous dit, la terre est l'unique source de richesse et l'agriculture par conséquent la seule activité créatrice de valeur ; le travail est jugé au mieux comme transformant une valeur en une autre valeur égale sans aucune valeur ajoutée.

Cette hypothèse, cependant, allait être assez vite frappée d'obsolescence après la parution en 1776 des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, le chef-d'œuvre d'Adam Smith, grand admirateur au demeurant de Quesnay et des physiocrates. Mais Smith, contemporain de la révolution industrielle qui commence en Angleterre, pose que c'est le travail et non la terre qui est source de toute valeur. Cette hypothèse, dite de la valeur-travail (p. 11-13), va devenir la pierre d'angle de l'école classique anglaise, dont Smith est le fondateur et qui culminera dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec Ricardo ; Marx lui-même, dans la seconde moitié de ce siècle, la fera sienne. C'est elle, bien mieux adaptée à l'économie industrielle naissante, qui va finalement jeter le discrédit sur la doctrine physiocratique et la plonger pour de longues années dans l'oubli.

En attendant, l'adhésion des physiocrates à leur hypothèse de la valeur foncière confère au circuit de Quesnay une physionomie particulière : la valeur n'étant créée que dans l'agriculture, le circuit est la représentation schématisée des flux concourant à la formation d'un produit agricole au cours d'une période qui est naturellement l'année. C'est cela que F. Quesnay expose, concrètement, dans un opuscule de 1758 intitulé *Le Tableau Économique*.

## C La représentation concrète du circuit dans le Tableau

Dans son *Tableau Économique*, Quesnay décrit la circulation du *produit net* entre les classes sociales. Il considère trois classes : les *fermiers* (F), les *propriétaires fonciers* (P), les *artisans* (A). Le produit net, obtenu par les fermiers (seule classe productive), est versé par ceux-ci aux propriétaires au titre des fermages dus. Les propriétaires le dépensent alors tant auprès des fermiers (pour l'achat de produits alimentaires) qu'auprès des artisans (pour l'achat de produits manufacturés). Les artisans, à leur tour, achètent aux fermiers de quoi fabriquer ces produits et de quoi se nourrir dans la période. Le produit net fait ainsi retour tout entier aux fermiers après avoir accompli un circuit dit *circuit du produit net*.

Cependant, Quesnay entend aller au-delà et expliquer le mécanisme même de la production ou, selon son propre terme, de la *reproduction*. Cela le conduit au circuit de la reproduction dit aussi *circuit du produit brut*.

La figure 2.1 indique à la fois le circuit du produit net (flèches en trait plein) et le circuit du produit brut (ensemble de la figure). Ce dernier, on le voit, se déduit du circuit du produit net en ajoutant trois flux : les achats de matières premières, en début d'année, par A à F (grâce à l'avance de F à A) ; les intérêts des avances primitives, c'est-à-dire les achats de remplacement, en fin d'année, par F à A ; les avances annuelles, correspondant à une dépense interne à la classe des fermiers et figurées ici par une boucle autour du pôle F.

On vérifie qu'en chaque pôle la somme des flux sortants est égale à la somme des flux entrants : pour chaque classe le total des dépenses égale le total des recettes. En ce sens, le circuit est en *équilibre*. Mais il s'agit d'un équilibre comptable seulement, bien différent du savant concept d'équilibre de la méthode ensembliste.

En particulier, au pôle F du circuit du produit brut, la somme des flux entrants ( $1+1+1+2$ ), qui est la recette totale de la classe productive, indique la valeur (ici égale à 5) du produit brut ou de la reproduction. La somme des flux sortants ( $2+1+2$ ) correspond au coût total de production (aussi égal à 5) décomposé en coût des loyers et fermages (le produit net : 2) et reprises, elles-mêmes décomposées en coût de remplacement du capital (les intérêts des avances primitives : 1) et coûts intermédiaires (les avances annuelles : 2). L'égalité des deux sommes signifie égalité des recettes et des coûts et, par suite, *profit nul* de la classe productive.

L'absence de profit est sans doute le principal défaut du *Tableau* de Quesnay, qui décrit ainsi une *économie stationnaire*, ne pouvant que se reproduire à l'identique de période en période, sans croissance ni crise.

D'autres défauts ont été relevés. Walras, dans un chapitre de ses *Éléments d'économie politique pure* (1874) où il se livre à un « examen critique de la doctrine des physiocrates », leur reproche d'avoir qualifié de *stérile* (au sens d'improductive) la classe des artisans sous prétexte que, dans le circuit du produit net, elle consomme une valeur 1 rigoureusement égale à sa production, vendue aux propriétaires pour la même valeur 1 : elle n'aurait donc fait que transformer une valeur en une valeur égale. En réalité, note Walras, elle produit  $2(= 1 + 1)$  si l'on tient compte, dans le circuit du produit brut, de ce qu'elle produit et vend aux fermiers, à savoir les équipements de remplacement correspondant aux intérêts des avances primitives, égaux à 1. Consommant 1 et produisant 2, la classe des artisans apporte en fait un réel supplément à la production sociale : nullement « stérile », elle est une classe productive dont la production (de valeur 2) devrait être ajoutée à celle des fermiers (de valeur 5) dans une évaluation correcte de la reproduction ( $7 = 5 + 2$ ). Le mépris de Quesnay pour les artisans tiendrait à ce que ceux-ci sont censés transformer de la valeur en une autre valeur égale seulement avec leur travail et des avances faites non *par eux* mais à eux par les fermiers. C'est une hypothèse abusive, pense Walras : les artisans n'ont pas vocation à ne transformer en capital neuf que le capital usagé des fermiers ; ils ont leur propre capital, donc leurs propres « avances primitives ». Et Walras de demander : « Le métier à tisser est-il moins indispensable à l'artisan que la charrue à l'agriculteur ? » (p. 389). Cela dit, il crédite les physiocrates d'« une économie politique pure originale », où « au milieu de leurs erreurs apparaissent des vues d'une profondeur et d'une justesse extraordinaires » (p. 390).

La reproduction requiert, selon Quesnay, trois sortes d'avances :

- les *avances foncières*, à savoir la terre et les bâtiments mis à la disposition des fermiers par les propriétaires ;
- les *avances primitives*, correspondant aux achats d'outils et de biens d'équipement par les fermiers ;
- les *avances annuelles*, consistant en un prélèvement opéré par les fermiers sur le produit brut de l'année pour pourvoir à leur propre nourriture dans la même année et à l'ensemencement des champs l'année suivante.

Les fermiers doivent en outre opérer, sur le produit brut de l'année, un second prélèvement que Quesnay nomme les *intérêts des avances primitives*. Pour compenser l'usure de leur capital (outils et machines) et reconstituer leurs avances primitives, les fermiers, en début d'année, avancent aux artisans les matières premières qui serviront à ceux-ci à fabriquer, au cours de l'année, les outils et machines que les fermiers leur achèteront en fin d'année pour remplacer ceux mis au rebut dans la période. Ces achats de remplacement par les fermiers aux artisans sont ce que Quesnay appelle les intérêts des avances primitives.

Le total des prélèvements (avances annuelles et intérêts des avances primitives) opérés par la classe productive sur le produit brut de l'année est appelé par Quesnay les *reprises*. Celles-ci préfigurent ce qui sera, au XX<sup>e</sup> siècle, en comptabilité nationale, la somme de la « consommation intermédiaire » et de la « consommation de capital fixe », somme qui retranchée du « produit intérieur brut » conduira à ce qui sera appelé *produit intérieur net*, équivalent du *produit net* de Quesnay. La comptabilité nationale française saura du reste rendre elle aussi hommage à Quesnay en qui elle verra, à juste titre, l'un de ses grands précurseurs.

Pour illustrer tout cela, Quesnay imagine un exemple avec un produit net égal à 2, des intérêts des avances primitives égaux à 1 et des avances annuelles égales à 2 ; le produit net, versé par les fermiers aux propriétaires, est reversé par ceux-ci pour moitié aux fermiers (pour l'achat de produits alimentaires) et pour moitié aux artisans (pour l'achat de produits manufacturés). Quesnay représentait ces flux dans un tableau, ce qui explique le titre de son opuscule. Une représentation équivalente, et aussi plus simple, est celle d'un circuit à trois pôles correspondant aux trois classes sociales, comme sur la figure 2.1.

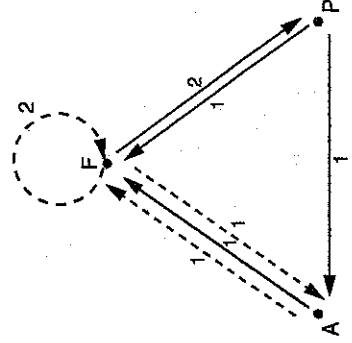


Figure 2.1 - Schéma de la reproduction du produit net selon Quesnay

## La conception keynésienne du système économique

La conception systémique moderne de l'économie date des années trente du XX<sup>e</sup> siècle et prend sa source dans les deux ouvrages majeurs de John Maynard Keynes : *A Treatise on Money (Traité de la monnaie)*, publié en 1930 ; *The General Theory of Employment, Interest and Money (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie)*, 1936. Dans le titre même de ces ouvrages est soulignée l'importance de la monnaie. De fait, l'apport de Keynes consiste, pour l'essentiel, en l'intégration totale, dans le circuit économique, des fonctions monétaire et financière.

L'année 1924 marque pour Keynes un tournant décisif. Il a alors atteint la quarantaine (il est né en 1883) et, depuis son entrée en économie (1908), il est un économiste classique, disciple d'A. Marshall. Cette année-là, deux événements l'amènent à rompre avec la pensée classique. Il y a tout d'abord, après plusieurs années d'inflation, l'apparition en Grande-Bretagne d'un chômage *durable*, véritable anomalie pour la pensée orthodoxe. Mais aussi et surtout, en cette année 1924, après la défaite historique du parti libéral aux élections de l'automne 1923, Keynes, membre très en vue de ce parti, est mis au défi de justifier, avec les armes de l'orthodoxie, le programme de grands travaux publics préconisé par Lloyd George pour lutter contre le chômage. Il est personnellement convaincu du bien-fondé de ce programme mais il se voit dans l'impossibilité d'apporter les preuves requises. Il constate que la théorie classique l'enferme littéralement dans une impasse. Aussi décide-t-il de s'en affranchir et de se lancer à la recherche d'une voie nouvelle.

Il lui faudra huit années pour découvrir la racine du problème. En 1932, lors d'une controverse consécutive à la parution de son *Traité de la monnaie*, il comprend soudain que, contrairement au postulat classique subordonnant tout investissement (et notamment un programme de grands travaux) à une épargne *préalable*, ce n'est pas l'épargne qui précède l'investissement, mais au contraire l'investissement (des entreprises) qui détermine l'épargne (des ménages). La question s'ensuit : si l'épargne n'est pas la source de l'investissement, d'où vient le financement de celui-ci ? Keynes fait alors surgir le pôle financier à côté de ces deux pôles traditionnels de la théorie économique que sont les entreprises et les ménages. Ainsi se dessine avec ses trois pôles fondamentaux le circuit keynésien qui trouvera son expression dans la *Théorie générale* dès les premiers chapitres.

Conformément aux indications de cet ouvrage, nous reconstruisons ici le circuit keynésien théorique à partir de ses *agents* (ou pôles) et de ses *flux* jusqu'à leur *articulation* d'ensemble constitutive du circuit à l'état final.

## A. Les agents

Les agents financiers, les entreprises et les ménages sont les trois catégories fondamentales d'agents économiques dans le circuit keynésien, comme dans le principe fondamental des économies monétaires énoncé dans l'introduction générale de cet ouvrage (p. 5). Le circuit keynésien est d'ailleurs l'illustration la plus directe de ce principe.

En réalité, la division de l'économie opérée par Keynes est moins une division sociale qu'une division fonctionnelle. Les trois catégories d'agents nommées désignent moins des collections d'individus que les trois grandes fonctions de base d'un système de production capitaliste : la fonction de financement, la fonction de production, la fonction de dépense.

La fonction de financement consiste, pour l'essentiel, à mettre de l'argent à la disposition de personnes entreprenant une activité de production. C'est la fonction principale des intermédiaires financiers qui n'en ont point toutefois l'exercice exclusif puisqu'il peut exister aussi, hormis un « autofinancement » possible des entreprises, un financement « direct » des entreprises par le marché financier.

La fonction de production consiste à acheter des moyens de production et de la force de travail en vue de fournir un produit. C'est la fonction principale des entreprises, qui sont aussi, parmi tous les agents, les principaux représentants de cette fonction.

La fonction de dépense consiste à dépenser, en totalité ou en partie, l'argent obtenu comme prix d'une participation à une activité de production. Le plus souvent cet argent rémunère comme salaire une participation directe à cette activité, mais il peut être aussi, comme prestation sociale, une rémunération indirecte. En tous cas, la dépense est la fonction principale des ménages, qui sont en même temps les principaux agents dépensiers.

Il n'y a pas de correspondance exacte entre les trois fonctions de base et les trois catégories d'agents. À une même fonction peuvent être rattachées différentes catégories : à la fonction financière notamment se rattache tout agent en tant qu'il effectue des opérations financières. Inversement, un agent donné peut relever de plusieurs fonctions. Ainsi les ménages commerçants ou artisans relèvent de la fonction de dépense pour leur consommation mais de la fonction de production pour leurs opérations afférentes à leur activité d'entrepreneurs individuels. Les intermédiaires financiers eux-mêmes ne sont rattachés à la fonction de financement que pour leur stricte activité financière (collecte de dépôts ou octroi de financements) ; mais ils sont rattachés à la fonction de production pour leurs opérations relevant de la production de services financiers (perception ou versement d'intérêts, paiement de salaires, opérations d'investissement, etc.).

Cela explique que l'État n'apparaisse pas au premier abord dans le circuit keynésien. En fait, il y est présent et même omniprésent en ce sens qu'il est rattaché, par ses différentes activités, à chacune des trois fonctions de base : à la fonction de financement par les opérations financières du Trésor public ; à la

fonction de production à travers la production des innombrables services non marchands rendus par l'État ; à la fonction de dépense, enfin, par la consommation publique des citoyens.

Toute activité économique est décomposable en une combinaison de ces fonctions de base. Dans la schématisation ultérieure du circuit keynésien, nous désignerons chacune d'elles par l'initiale du nom des agents qui la composent principalement et dont elle constitue l'activité principale. Soit : B, comme « banques », désignera la fonction de financement ; E, comme « entrepreneurs », désignera la fonction de production ; M, comme « ménages », désignera la fonction de dépense. Il est entendu que chacun de ces pôles B, E ou M ne représente point une collection de personnes physiques ou morales, mais une fonction économique à laquelle se rattachent ces personnes pour tout ou partie de leur activité. C'est ainsi qu'un entrepreneur individuel appartient simultanément à E et à M, une banque à B et à E, etc. C'est par simplification que nous pourrions être conduits à identifier B aux banques, E aux entreprises et M aux ménages.

## B. Les flux

Les flux sont des transferts de monnaie d'un agent vers un autre agent économique : par exemple, l'achat d'une automobile est un flux, et le crédit obtenu pour l'acheter en est un autre.

Le circuit keynésien est une suite de flux *hiérarchisée*, entendons ordonnée à partir d'une origine. Celle-ci ne peut être que l'origine même de la monnaie, non point bien sûr l'origine historique, mais l'origine logique, à savoir le flux de financement correspondant à la mise en circulation de la monnaie par les intermédiaires financiers. L'ordre des flux est alors commandé par l'ordre même de la circulation de la monnaie entre les agents, conformément au principe fondamental des économies monétaires.

### 1) Flux issus des intermédiaires financiers

Il s'agit du flux de financement *externe* (par opposition au financement *interne* ou autofinancement, déjà évoqué). Le financement externe est procuré par les intermédiaires financiers aux entreprises. Il se dédouble en un financement direct et un financement indirect.

Le *financement direct* consiste en un apport *direct* d'argent des ménages aux entreprises sur un *marché de titres* : là, les ménages achètent les *titres* émis par les entreprises. Ces achats passent en réalité par des intermédiaires financiers, qui se cantonnent alors à un rôle de simple intermédiaire consistant à mettre en présence le vendeur et l'acheteur des titres. Parmi les titres les plus caractéristiques de l'économie capitaliste, figurent les *actions*, qui sont des droits de propriété sur les entreprises émettrices, chaque action correspondant à une petite part de leur patrimoine total.

Le *financement indirect* consiste en l'octroi de *crédits* aux entreprises par les intermédiaires financiers. Ceux-ci font dans ce cas écran entre les ménages, dont ils reçoivent des fonds, et les entreprises, auxquelles ils en fournissent : c'est pourquoi on parle de financement *indirect*. Parmi ces intermédiaires financiers, les banques jouent un rôle fondamental.

Si le financement direct l'emporte sur le financement indirect, on dit, à la suite de Hicks (1974), que l'économie est une *économie de marché*, ce qui sous-entend que les marchés de titres y jouent un rôle prépondérant dans le financement des entreprises. Dans le cas contraire de marchés de titres ayant un rôle réduit par rapport au marché des crédits, l'économie est dite *économie d'endettement*.

Toutefois, cette opposition entre économie de marché et économie d'endettement s'estompe à partir d'un certain degré d'abstraction de l'analyse. À un tel degré, en effet, une seule chose subsiste : le flux de monnaie F est tout entier un apport des intermédiaires financiers aux entreprises, au début du circuit, pour répondre au *besoin de financement* de celles-ci. Ce flux correspond, du point de vue des intermédiaires, à une *offre de monnaie* et, du point de vue des entreprises, à une *demande de monnaie*.

### 2) Flux issus des entrepreneurs

Les flux issus du pôle E sont a priori de trois sortes : les remboursements effectués, dans la période considérée, par les entreprises aux intermédiaires financiers ; les achats des entreprises les unes aux autres (achats inter-entreprises) ; les versements de revenus par les entreprises aux ménages.

### a) Les remboursements des entreprises aux intermédiaires financiers

Le financement que les intermédiaires financiers apportent aux entreprises est pour ces dernières une ressource, mais une ressource à caractère temporaire en ce sens qu'elle est assortie d'une contrainte de restitution. Ainsi les crédits consentis par les banques aux entreprises doivent être remboursés au bout d'un certain temps, contractuellement déterminé. Dans une période de temps donnée, on observe donc à la fois un flux de financement (dirigé de B vers E) et un flux de remboursement de financements antérieurs (dirigé de E vers B). Le premier flux, que nous noterons F' et appellerons *financement brut*, est normalement toujours supérieur au second, noté F'', étant donné que les entreprises ont en principe, dans chaque période, un besoin de financement *net*.

Le *financement net*, défini comme la différence  $F' - F''$ , exprime la quantité nette de monnaie injectée dans le circuit au cours de la période. C'est cette quantité qui joue, à vrai dire, le rôle décisif. C'est pourquoi on convient généralement, dans la présentation des flux du circuit keynésien, d'accorder au flux F, précédemment défini, non point la signification d'un flux de financement *brut* (F'), mais celle d'un flux de financement *net* ( $F' - F''$ ). Tel est le parti que nous prenons ici, en posant :  $F = F' - F''$ .

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de faire apparaître de flux de remboursement. Dans la représentation d'ensemble, que nous donnerons ultérieurement, du circuit keynésien, il n'y aura aucun flux allant de E vers B.

### b) Les achats inter-entreprises

Les achats inter-entreprises portent à la fois sur des biens intermédiaires et sur des biens d'équipement.

Les achats de biens intermédiaires (matières premières, par exemple) constituent la *consommation intermédiaire*.

Les achats de biens d'équipement (machines, par exemple) se subdivisent en deux parts : les achats de « machines » affectés au *remplacement* de celles usagées au cours de la période ; les achats de « machines » venant *accroître la capacité de production* des entreprises. Les achats de remplacement sont appelés *amortissement* ou *consommation de capital fixe*. Les autres constituent ce qu'on appelle couramment l'*investissement net* des entreprises, que l'on note I.

La somme de l'*investissement net* et de la *consommation de capital fixe*, autrement dit tous les achats de biens d'équipement effectués par les entreprises, constitue leur *investissement brut* de la période.

La somme de la *consommation intermédiaire* et de la *consommation de capital fixe* forme ce que, à la suite de Keynes, on appelle le *coût d'usage de la production*, noté U.

On peut donc écrire, au total, les flux inter-entreprises comme la somme  $U + I$ .

### c) Revenus versés aux ménages

Les revenus versés aux ménages par les entreprises constituent une masse Y décomposée essentiellement en salaires W et profits *distribués* P. Les ménages contribuent à la production non seulement par leur travail, rémunéré par le salaire, mais aussi par l'argent qu'ils apportent aux entreprises en souscrivant à leurs émissions de titres, ce dont les entreprises les récompensent en leur distribuant chaque année une part de leurs profits (sous forme de *dividendes* dans le cas d'actions). On a :  $Y = W + P$ .

## 3) Flux issus des ménages

Les ménages dépensent ou épargnent leur revenu.

### a) La dépense

La dépense ou consommation consiste en l'achat de biens par les ménages aux entreprises. Dépense et consommation, identiques dans la théorie keynésienne, sont notées C. Dans la pratique comptable toutefois, la dépense des ménages est scindée en consommation et investissement, selon la durabilité des

biens correspondants. Les biens d'investissement acquis par les ménages sont les biens à longue durée de vie, c'est-à-dire, principalement, les logements. Nous suivrons ici la théorie keynésienne en assimilant, pour les ménages, l'investissement à la *consommation*.

### b) L'épargne

L'épargne des ménages, notée S (initiale de « saving »), est la partie de leur revenu qu'ils ne consomment pas. L'épargne ne peut ainsi qu'être un flux des ménages vers le pôle financier. On distingue alors l'*épargne placée* et l'*épargne thésauroisée*. La première est apportée par les ménages sur un marché de titres. La seconde est déposée auprès des intermédiaires financiers. Dans le premier cas, les ménages échangent leur monnaie contre des titres. Dans le second cas, les ménages gardent l'entière disponibilité de leur monnaie.

## C. L'articulation d'ensemble du circuit keynésien

En reprenant toutes les notations présentées dans cette section, on peut donner du circuit keynésien une représentation d'ensemble dans la figure 2.4 ci-dessous :

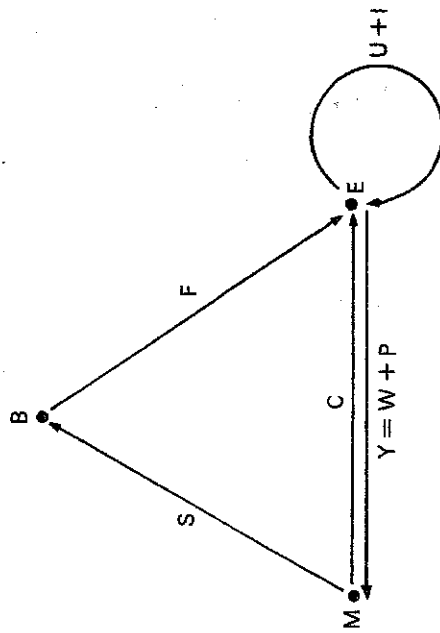


Figure 2.4 – Le circuit keynésien

Les flèches de ce graphe indiquent l'orientation des flux. Sous réserve de considérer le pôle B comme point de départ de la circulation monétaire, le graphe de la figure 2.4 rend bien compte, on le voit, de la hiérarchie des flux.

Nous avons désormais, pour le circuit keynésien, une représentation analogue à celle que nous avons fournie pour le *Tableau* de Quesnay, sur la figure 2.1, et pour le circuit des marchandises de Marx sur la figure 2.3. Comme dans ces deux cas précédents, on peut exprimer ici l'équilibre du circuit keynésien par l'égalité en chaque pôle de la somme des flux entrants et de la somme des flux

sortants. Pour que cet équilibre soit assuré, il est nécessaire et suffisant de vérifier en-tous les pôles, sauf un *quelconque*, la condition d'égalité des flux entrants et des flux sortants. C'est ce que J. Ullmo appelle le « théorème du circuit économique », qui est une transposition dans le circuit de la loi de Walras.

Dans le cas présent, deux conditions suffisent donc à caractériser l'équilibre du circuit keynésien en ses trois pôles. Ce sera, par exemple, aux pôles M et B :

$$Y = C + S$$

$$S = F$$

Ces relations, qui sont de pures égalités comptables, n'ont qu'une portée analytique limitée. Il nous faudra donc aller bien au-delà de ces égalités pour faire apparaître le circuit comme outil d'analyse de l'économie monétaire.